

Développement territorial au Nordeste du Brésil

Le lent apprentissage de la démocratie

Jean Philippe TONNEAU*, Paulo DINIZ**, Ghislaine DUQUE**, Luciano Marçal da SILVEIRA***, Pablo SIDERSKI***, Jean Marc Von der WEID***

*Cirad Tera, professeur visitant à l'Université Fédérale de Campina Grande. UFCG/CH, Av. Aprígio Veloso 882, 58109-080 Campina Grande/PB Brésil – Mel : tonneau@cirad.fr

**UFCG/CH, Av. Aprígio Veloso 882, 58109-080 Campina Grande/PB Brésil
Mel : ghduque@uol.com.br, pdiniz@uol.com.br,

***ASP-TA, rua da Candelária, 9, 6 ° andar, Centro. 20091-020 Rio de Janeiro, RJ. Brasil.
Mel : aspta@alternex.com.br

Résumé — Développement Territorial au Nordeste du Brésil: le lent apprentissage de la démocratie. La communication présente une expérience de recherche/action menée en partenariat par le syndicat des Travailleurs Ruraux de Lagoa Seca (Paraíba), l'AS-PTA⁸, l'Université Fédérale de Campina Grande et le CIRAD⁹. La recherche a pour objectif la valorisation d'expériences de développement local pour en tirer des recommandations de politiques publiques. Un groupe de leaders du syndicat, de techniciens et d'universitaires se sont associés pour analyser les évolutions des situations agraires, les influences des politiques publiques passées sur ces situations et les expériences novatrices du mouvement social. Le processus, encore en cours, s'est déroulé grâce à des séminaires de réflexion et des visites d'exploitations. Le traitement des visites et des entretiens n'est pas totalement terminé. Les restitutions et les débats avec l'ensemble de la population du municiple n'ont pas eu lieu. Les résultats provisoires indiquent quelques grandes lignes de politiques agricoles (accès à la terre, infrastructures, recherche appliquée...) mais surtout démontrent la validité d'un processus d'apprentissage collectif qui permet aux leaders de s'approprier l'information. Reste à "penser" les moyens pédagogiques pour élargir cette appropriation au plus grand nombre possible.

Abstract — Territorial development in Brazilian Northeast: learning about democracy. The paper proposes an analysis of a research directed in partnership with Rural Worker Union of Lagoa Seca, AS-PTA, Federal University of Campina Grande and CIRAD. The research wants to analyse local development experience in order to establish a framework for public policies. A group composed by union's leaders, technicians and academics have studied the agrarian evolutions, the effect of past public policies and the success and difficulties of social movement. The process is going on and is using seminars and work-shop, visits and interviews. The data processing is not yet achieved and the discussions about results did not begin. The first elements draw the mains orientations of agrarian policies: land, infrastructure, research... and prove how a collective training process enables leaders to use information. Now, it's necessary to think about pedagogic ways to make information available for as many people as possible.

⁸ Assessoria e serviços a projetos de agricultura alternativa.

⁹ Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement.

Introduction

Contexte du projet

Situé à 7 kilomètres de Campina Grande, le municiple compte 28 000 habitants, pour une superficie de 133 km². Comme tout espace, il présente une grande hétérogénéité géographique. Un zonage (DINIZ *et al.*, 2000; PETERSEN *et al.*, 2002) a identifié trois unités principales: la région des fruits, la région des légumes irrigués, la région de l'agriculture de grain. Ce zonage est représentatif de systèmes de production divers, diversité surtout liée aux ressources hydriques.

L'agriculture familiale est favorisée tant par la proximité du marché régional de Campina Grande que par des ressources hydriques, relativement abondantes. Lagoa Seca s'est constitué en ceinture verte, de petites propriétés. Les exploitations familiales représentent 92 % du total et occupent 78 % des terres. Les propriétés sont de faible superficie; 83 % ont moins de 15 ha.

Dès 1992, le syndicat a voulu dépasser la simple gestion « statutaire »¹⁰ des prestations sociales (retraite et assistance médicale). Il est devenu promoteur d'actions de développement local. Dans cette action, le syndicat a pu rapidement compter sur l'aide de l'AS-PTA qui l'a aidé à réaliser un diagnostic de l'agriculture du municiple. Ce diagnostic (STR, 2001) a permis d'identifier toute la diversité sociale et géographique et d'élaborer une planification des actions de développement mieux adaptée à cette réalité diverse.

Les actions ont été nombreuses. Elles se sont d'abord centrées sur la mobilisation des ressources hydriques (citernes pour l'alimentation humaine) et la fourniture d'intrants, en particulier les banques de semences (Almeida et Cordeiro, 2001) et le fumier. Ensuite, la réflexion sur une agriculture autonome (Almeida, 1999), moins consommatrice de produits phytosanitaires s'est développée au sein de groupes et de commissions diverses qui se sont aussi préoccupés de la diversification des activités, en particulier de l'élevage. Enfin, la commercialisation des produits a été traitée par la création de marchés « agro-écologiques ».

Malgré le niveau de réalisation et la satisfaction des agriculteurs, ces actions de développement local n'ont eu aucun impact sur les politiques publiques mises en œuvre au niveau du municiple dans le cadre des politiques fédérales (le Pronaf¹¹), étatiques (Cooperar¹²) ou municipales (secrétariat de l'agriculture). Ni le contenu des actions (distribution de semences et d'intrants...), ni les pratiques assistantiales et clientélistes n'ont été modifiés.

Une première analyse des raisons de cette incapacité à peser sur les politiques publiques a, bien sûr, mis en évidence les pratiques des pouvoirs politiques locaux, dans la vieille tradition des intermédiations avec le pouvoir fédéral : un vote contre une faveur.

Mais l'explication est vite apparue insuffisante. Les responsables des associations locales, même impliqués dans les activités du syndicat, ne se sont pas engagés dans le débat sur les politiques publiques. Cette constatation a conduit le syndicat à une certaine auto-critique : il n'avait pas fait les efforts nécessaires pour que le « Conseil municipal de développement rural¹³ » soit un véritable lieu de dialogue et de débat. Une des hypothèses a été que les membres de ce Conseil n'avaient pas eu les moyens et surtout l'information nécessaire à ce débat.

Le projet « Politiques publiques » a l'ambition de fournir cette information. Profitant d'un financement du CNPq¹⁴, la recherche voulait, à partir de l'analyse récente des évolutions des agro-systèmes, évaluer dans quelle mesure les politiques publiques officielles ont influé sur le développement durable, étudier les impacts des opérations de développement local et en déduire des recommandations et des propositions.

¹⁰ Les syndicats ont été chargés par le gouvernement fédéral de la gestion des retraites et des bénéfices sociaux.

¹¹ Le Programme National d'Appui à l'Agriculture Familiale

¹² Programme de l'Etat de la Paraíba, financé par la banque Mondiale. Il a été particulièrement actif dans le domaine de l'électrification rurale. Sa gestion est réputée être très politique, chaque député de la majorité disposant de budgets pré-alloués.

¹³ Organe consultatif, organisé avec des représentants de la société civile, des institutions et des élus, dont la création a été imposée par le Pronaf.

¹⁴ Centro Nacional de Pesquisa : organisme fédéral qui définit les politiques de recherche et les finance.

L'objet de la recherche

La recherche a été conçue en partenariat avec les organisations de producteurs de forme que ces derniers s'approprient les résultats pour leur action politique (Petersen et Romano, 1999).

Les produits attendus étaient :

- une évaluation des politiques publiques actuelles en termes de durabilité de l'agriculture familiale ;
- un plan municipal de développement rural pour Lagoa Seca, plan qui ne soit pas conjoncturel, c'est-à-dire prisonnier des mécanismes institutionnels d'élaboration des politiques publiques, mais qui traduise les aspirations de la population rurale valorisant les expériences novatrices menées par le syndicat et les associations ;
- l'affirmation et la reconnaissance politique des principes de conversion agro-écologique ;
- enfin, une méthode de planification qui pourrait servir de référence pour l'action syndicale tant dans les autres municipes de la Borborema¹⁵ que dans d'autres régions.

La méthodologie retenue

Pour atteindre ces objectifs, la méthodologie a privilégié un processus d'"apprentissage" avec un groupe de leaders communautaires. L'intention était de mettre ce groupe dans une situation de découverte et de construction collective d'une "vision commune".

Construction de l'objet de recherche

Une première étape du processus méthodologique a été consacrée à la définition de l'objet de recherche. A partir des expériences et connaissances du groupe, les évolutions des agro-systèmes ont été caractérisées en tentant de mesurer le poids respectif des politiques publiques et des initiatives de la société civile dans ces évolutions.

Une analyse historique de l'agriculture du municipe de Lagoa Seca a été faite. Trois périodes ont été définies : la première jusqu'aux années 70, la seconde de 1970 à 1990, la troisième depuis le début des années 90. Cette analyse historique a permis de souligner les enjeux des politiques publiques.

- La modernisation des systèmes traditionnels d'exploitation extensive de l'espace est indispensable, dès la fin des années 60, du fait de l'augmentation de la population et de la disparition des cultures de rente.
- Les politiques de modernisation classique (révolution verte, crédit, assistance technique...) des années 70 ont été peu efficaces (problèmes environnementaux, exclusion sociale, endettement...), essentiellement du fait des difficultés à gérer les risques climatiques et économiques.
- Face à cette crise du modèle de développement agricole, l'Etat s'est désengagé, durant les années 80, des politiques agricoles et a concentré son effort et ses moyens sur les politiques sociales et d'infrastructures qui ont un impact très positif sur les conditions de vie.
- Face au désengagement de l'Etat, la société civile (ONG, associations, syndicats...) s'est engagée dans des projets productifs.
- Les travaux ont mis en avant une option claire pour une agriculture durable (productive et autonome) basée sur la « coexistence » avec les conditions naturelles et une meilleure utilisation de la biodiversité.

Enquêtes et confrontation

La préparation

Une seconde étape a été consacrée à la confrontation de cette vision commune avec la « réalité », vécue et ressentie, des agriculteurs.

L'objectif était d'évaluer les politiques publiques en fonction du projet de l'agriculteur dans ses évolutions temporelles, à la fois liées à l'histoire de vie et aux modifications de l'environnement technique, social et économique.

¹⁵ Région proche de Campina Grande.

La définition de critères d'évaluation de la performance des systèmes de production et de l'efficacité des politiques publiques sur cette performance était un préalable. Pour cette définition, nous nous sommes inspirés des travaux de Masera *et al.* (1995) qui mesurait la durabilité à partir de critères :

- de productivité (efficacité et capacité à répondre aux besoins des familles) ;
- de stabilité, de résistance aux crises, de résilience et d'adaptabilité (que nous avons regroupés autour du concept de reproduction dans un environnement évolutif) ;
- d'équité (réponse à la diversité des acteurs, incluant une perspective de genre) ;
- d'autonomie et d'autogestion...

L'option a été prise de « garder en mémoire » ces différents critères (auxquels on aurait d'ailleurs pu ajouter les critères proposés par Landais en 1998 : reproductibilité, viabilité, vivabilité, transmissibilité) pour analyser les projets des agriculteurs. Il ne s'agissait pas de proposer un cadre contraignant, induisant un jugement de valeur (ce qui est durable et ce qui ne l'est pas ; ce qui est bien et ce qui est mal...) mais d'utiliser une grille d'analyse permettant de comprendre les contraintes et les aspirations de chacun. L'enjeu était d'identifier les marges de manœuvre et d'œuvrer à des prises de décisions plus conscientes en fonction des résultats obtenus et des impacts.

Une fois les critères de durabilité établis, un guide d'entretien a été organisé en quatre parties.

La première était consacrée à la caractérisation des moyens de production et à l'identification des systèmes d'activités. Une seconde partie devait permettre l'évaluation des systèmes en utilisant les différents critères de durabilité (dégradation des ressources, dépendances des intrants, dépendances des marchés, capacité d'adaptation...). Une troisième partie était consacrée à l'identification de toutes les politiques sociales que l'agriculteur connaissait. Les acteurs et les mécanismes étaient décrits. L'impact de ces politiques était abordé. La dernière partie essayait de caractériser, suivant l'opinion des agriculteurs, les politiques publiques nécessaires tant dans leur contenu que dans leur mise en œuvre.

Les enquêtes et leur traitement

Les travaux de terrain ont consisté en des entretiens avec des familles choisies par les agriculteurs en fonction des types pré-établis lors des premiers diagnostics. La méthodologie utilisée a été celle du « *mutirão* » terme désignant des travaux communautaires. Durant deux fois deux jours, une vingtaine de techniciens et de producteurs organisés en groupes de quatre ont appliqué les questionnaires le matin. Une trentaine d'exploitations ont été visitées.

L'après midi était consacrée au traitement grâce à une restitution au groupe, à une discussion sur les projets et les choix des agriculteurs et à des évaluations tant des systèmes comme des politiques. Pour mieux structurer les travaux, une typologie des systèmes de production a été élaborée.

Le traitement des informations dans un processus pédagogique exige du temps. A ce jour, nous avons réussi à analyser les évolutions et les performances des systèmes de production. L'impact des politiques publiques n'a pas été totalement traité. Les politiques alternatives n'ont pas été discutées. Ces travaux devraient être finalisés au cours du premier trimestre de 2003.

La suite...

Une fois ce traitement terminé, une série de restitutions est prévue à différents niveaux. Les résultats des entretiens seront présentés aux familles visitées et aux communautés. Des discussions thématiques (politique de l'eau, politique de l'éducation...) seront organisées et un forum d'une durée de trois jours rassemblera en un plan et socialisera les différentes propositions. Les formes que prendront ces différentes restitutions ne sont pas encore complètement définies. C'est là aussi la particularité de cette recherche qui s'organise au fur et à mesure de l'avancée des actions.

Les résultats

Politiques publiques et niveau de vie

Les premiers résultats ont confirmé les hypothèses sur l'impact des politiques publiques. Le niveau de vie des populations rurales s'est considérablement amélioré lors des 10 dernières années. Les politiques de transferts sociaux ont été déterminantes (retraite et bourses éducation). Mais l'amélioration de la distribution de l'électricité et de l'accès à l'eau, l'organisation des transports, les politiques décentralisées

de santé ont eu leur part. Les conditions de vie des populations rurales apparaissent meilleures que celles dans les quartiers défavorisés des villes. C'est en tout cas l'avis presque unanime des populations, y compris femmes et enfants, qui mettent en avant la sécurité comme autre élément déterminant de la qualité de vie. L'absence d'emploi est bien sûr considéré comme une carence mais le marché du travail est difficile partout, y compris dans les grandes métropoles du sud-est.

Les filières

La politique de modernisation de l'agriculture a été sélective. Elle a touché peu d'exploitations, celles qui avaient le potentiel, aux yeux des services de vulgarisation, de s'intégrer aux filières marchandes, à savoir l'élevage, la pomme de terre, les légumes irrigués et les fruits.

L'impact de ces politiques a été très différencié selon les contenus techniques proposés et les mécanismes de crédit.

Les investissements lourds (barrages, clôtures...) ont souvent été financés à « fonds perdus », grâce à des subventions. Ils ont été bénéfiques et ont consolidé les exploitations agricoles. Cette évaluation positive est faite aussi quand les agriculteurs ont financé ces infrastructures de leurs propres deniers. Pour obtenir les subventions, provenant soit des « circuits officiels de l'Etat » soit des « circuits alternatifs » (même si les pratiques de la société civile sont nettement plus transparentes), la capacité de se mouvoir dans les réseaux d'intermédiation est déterminante.

Les crédits de campagne, non subventionnés (le coût du crédit est très élevé au Brésil), ont eu des impacts globalement négatifs. Ces crédits étaient liés à l'adoption de paquet technologique de type « révolution verte » (variétés améliorées, produits phytosanitaires, engrais...). Ces paquets étaient inadaptés aux années de sécheresse. Par ailleurs, les prix des produits fluctuant, le risque économique était particulièrement important. Malgré quelques succès initiaux ponctuels (faible production des premières années de lancement de production et bonne année pluviométrique), les crédits de campagne n'ont pu être remboursés et les dettes se sont accumulées, entraînant les agriculteurs dans la spirale de la faillite (processus judiciaire, vente des terres...). Cette situation a particulièrement touché les producteurs de pommes de terre qui avaient bénéficié d'une organisation de la filière structurée autour de frigorifiques.

La filière fruits est encore une filière de cueillette, utilisant les plantations héritées ou installées à coût limité, en association avec des cultures vivrières. Le paquet technologique proposé était bien plus limité et l'endettement a été bien moindre. Malgré quelques difficultés passagères, en règle générale, les agriculteurs ont réussi à régler leurs dettes et aujourd'hui n'achètent des intrants que sur fonds propres.

La situation de la filière légumes est plus complexe. Les investissements en barrages, sur subventions et sur ressources propres, et la proximité du marché ont permis le développement d'une filière dynamique. L'irrigation sécurise la production, sauf année catastrophique (une seule fois durant les trente dernières années).

Les difficultés sont ici d'abord techniques : maladies et prédateurs augmentent le recours aux produits phytosanitaires, à chaque fois moins efficaces. Les coûts de production se sont élevés. Le marché de Campina Grande est restreint. Le bassin de production n'est pas compétitif sur les marchés des grandes capitales face aux périmètres irrigués de la vallée du São Francisco (région de Petrolina-Juazeiro). La clientèle de Campina Grande est à chaque fois plus préoccupée de la qualité des produits. L'option biologique (qualité des produits et diminution des coûts de production) devient une alternative économique intéressante qui gagne à chaque fois plus d'adeptes. Reste néanmoins à gérer le caractère de « niche » et de marché restreint qu'elle représente encore.

La filière « élevage » se maintient au cours des siècles. Les tentatives de modernisation des élevages en grandes propriétés laitières ou viande ont été plus ou moins des échecs. Par contre, les troupeaux familiaux, avec leurs objectifs toujours divers, trouvent sans difficulté les marchés nécessaires. Les innovations techniques récentes permettant le stockage des fourrages (surtout l'ensilage...) ont contribué à une meilleure résistance à la sécheresse et à des coûts de production moindres.

En règle générale, les filières les plus autonomes, les moins dépendantes sont les plus intéressantes du point de vue économique et social. Ce sont elles qui garantissent la viabilité de l'agriculture familiale.

Autonomie et durabilité

Ce sont les exploitations les plus autonomes qui sont les plus « durables ». L'autonomie est un choix autour de deux refus : refus de la spécialisation; refus de l'endettement. Mais cette autonomie n'est possible que si un minimum de conditions est rempli.

La première est une taille minimale de l'exploitation. Le seuil dépend de la localisation (conditions édapho-climatiques) et des investissements (mobilisation des ressources hydriques et clôtures (1 km de clôture fait la différence). Mais l'accès à la terre reste le premier facteur limitant.

La seconde est un minimum d'investissement, en premier lieu la mobilisation des ressources hydriques pour l'alimentation humaine, l'alimentation du troupeau... puis pour l'irrigation. En second lieu, les clôtures sont indispensables à une gestion rationnelle des espaces, en particulier à la gestion des pâturages (et plus généralement de la biomasse produite) et des troupeaux.

A partir de l'infrastructure de base, répétons-le, indispensable, ce sont les choix des agriculteurs qui font la différence.

Le premier choix est le choix du rural et plus encore de l'agricole, sans restriction aucune. Les agriculteurs qui n'adhèrent pas à ce choix, qui rêvent d'une vie hypothétiquement meilleure en ville, d'un emploi... n'ont probablement pas l'énergie nécessaire à la construction d'une exploitation agricole.

Un deuxième choix est celui de la famille. Les exploitations les plus « durables » sont celles qui réussissent à maintenir la structure familiale élargie, même sur des superficies limitées.

Le troisième choix est celui de la diversification qui permet de multiplier les revenus mais surtout d'éviter les risques inhérents à la spécialisation.

Enfin, un dernier choix est celui des techniques mises en oeuvre. L'autonomie passe aussi par un certain refus des intrants, toujours trop coûteux. L'intensification la plus sûre passe par le « travail », seulement possible si la cellule familiale est nombreuse.

Des recommandations de politiques agricoles

Les résultats obtenus permettent de faire quelques propositions de politiques publiques dans le domaine de l'agriculture. Ces recommandations n'ont pas la prétention d'être générales : elles sont spécifiques des lieux de Lagoa Seca. Elles n'ont d'ailleurs pas été validées par les agriculteurs.

Ces recommandations proposent un programme de conversion agrobiologique fondé sur quelques axes.

L'accès à la terre

Disposer d'une superficie minimale de terres est un préalable à toute politique agricole. La réforme agraire est une voie. A Lagoa Seca, l'enjeu est de garantir des superficies suffisantes aux agriculteurs, en sachant que les latifundia pouvant être expropriés sont inexistantes. Les mécanismes de régulation du marché de la terre sont plus adaptés.

Les investissements

La valorisation de la terre passe par des politiques d'investissement qui ne peuvent faire l'objet de crédits bancaires classiques: le coût des intérêts actuels au Brésil rend impossible cette option. Des subventions à des caisses mutualistes permettraient de proposer des crédits à des taux d'intérêts faibles tout en garantissant l'accès à un nombre plus élevé de bénéficiaires. Le modèle des « fonds rotatifs » appliqué par les ONG pour les citernes, le grillage et les « triturieuses fourragères » pourrait dans cette perspective être multiplié.

La recherche appliquée

Les structures des propriétés sont déterminantes mais non suffisantes. La mise en valeur sur les principes d'autonomie proposés fait que l'information est un facteur de production essentiel. L'information est nécessaire à la fois pour la prise des décisions (les choix que nous avons évoqués) et pour la mise en œuvre des solutions techniques. Elle doit être construite dans des processus favorisant l'innovation paysanne.

Les enseignements

Le premier enseignement et le plus important est qu'il est possible de valoriser des expériences locales dans un travail de planification qui ne soit ni bureaucratique ni technocratique, travail en commun avec les leaders des populations concernées. Mais ce travail exige du temps. Paradoxalement, la recherche au service de l'action a des rythmes plus lents que ceux imposés par les bailleurs de fonds et leurs exigences de rapports d'exécution.

C'est là le coût à payer pour une réelle recherche en partenariat. Le temps a donc manqué pour réaliser les évaluations prévues et nous ne savons pas quel a été l'impact de ce travail sur les leaders. Comment ont-ils vécu ce processus ? Quels en ont été les acquis ?

Un second enseignement a été l'importance des représentations et des modèles. Bien sûr dans un premier temps, il fallait expliciter les concepts qui devaient être confrontés, validés par rapport à des situations concrètes. Une fois les concepts acceptés, ils ont été compris dans une perspective globale, systémique. Ceux de l'agriculture durable ont été intégrés par rapport à une gestion de l'exploitation et du milieu.

Un même mode de pensée et de raisonnement au-delà des niveaux d'instruction a réuni les acteurs et a permis le travail en commun. Le grand enjeu est de réussir à « agiliser » le processus en l'étendant à l'ensemble des populations intéressées. Nous sommes là dans le domaine de l'éducation pour le développement. Comment structurer le processus de recherche en modules pédagogiques, pour l'élargir sans en perdre la richesse ?

C'est le grand chantier à mener dans le respect de considérations éthiques, très présentes au sein de l'équipe des chercheurs et des techniciens : peur de manipuler et crainte de ne pas recréer la qualité de l'apprentissage.

Conclusion

Ce travail est un témoignage d'un processus de réflexion et d'apprentissage collectif que des agriculteurs du Nordeste entreprennent. L'originalité réside dans l'ambition : proposer des politiques publiques pour le développement d'une agriculture familiale, productive mais refusant une modernisation « à outrance », responsable ailleurs d'exclusions sociales et de crises environnementales.

Le débat sur l'agriculture familiale et sur les politiques publiques d'appui à cette agriculture est exemplaire au Brésil. Le fait est suffisamment rare dans les pays du Tiers-Monde pour être souligné. Le débat intéresse l'ensemble de la société brésilienne, à majorité urbaine, préoccupée de justice sociale, d'environnement et de qualité des produits. Les moyens et voies pour atteindre ces objectifs sont beaucoup moins bien définis. La tentation technocratique existe.

Faire en sorte que les agriculteurs, ceux du Nordeste aussi, puissent participer au débat en proposant des mesures, nées de la pratique et intégrant les échecs des politiques de modernisation est l'ambition du travail présenté. Cette ambition nécessite un travail d'éducation, lent pour les pas de temps des cabinets et des programmes.

Les premiers résultats de l'agro-écologie semblent prometteurs et justifient l'hypothèse de la possibilité de stratégies de développement rural originales refusant la fatalité de la diminution de la population agricole. Mais pour crédibiliser cette option, un effort de consolidation, de systématisation et de valorisation est à réaliser.

L'investissement nécessaire est du domaine public et sa recherche devrait mobiliser une partie conséquente de ses moyens à la vérification d'options qui, si elles étaient confirmées, pourraient être révolutionnaires dans la lutte contre la pauvreté.

Bibliographie

LANDAIS, E. Agriculture durable: les fondements d'un nouveau contrat social ? *Courrier de l'environnement de l'INRA*, n° 33.

ALMEIDA, J., 1999. *A Construção Social de uma Nova Agricultura: tecnologia agrícola e movimentos sociais no sul do Brasil*. Porto Alegre: Ed. Universitária/UFRGS.

- ALMEIDA P., ORDEIRO Â., 2001. Sistema de Seguridade da Semente da Paixão: apoiado por Bancos de Sementes Comunitários. AS-PTA.
- DINIZ, P.C., DUQUE G. MALAGODI E.A., 2000. Enfrentando os Limites da Agricultura Familiar no Brejo Paraibano: trajetórias de desenvolvimento local e inovação. Rio de Janeiro: X Congresso Mundial de Sociologia Rural, 30 de julho a 05 de agosto de 2000.
- MASERA O., ASTIER M., LÓPEZ-RIDAURA S., 2000. Sustentabilidade y Manejo de Recursos Naturales: El Marco de evaluación MESMIS. Mexico: GIRA, AC.
- PETERSEN P., ROMANO J.O., 1999. Abordagens participativas para o desenvolvimento local. Rio de Janeiro: AS-PTA/Actionaid-Brasil.
- PETERSEN, P., SILVEIRA L.M., SABOURIN E., 2002. Agricultura familiar e agroecologia no semi-árido: avanços a partir do Agreste da Paraíba. Rio de Janeiro: AS-PTA.
- STR, 2001. Sindicato dos trabalhadores rurais de Lagoa Seca). Conhecendo a sua realidade. Lagoa Seca.